



EDC FREE EUROPE

STOP PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

L'UE a l'obligation de protéger ses citoyens et l'environnement face aux atteintes des perturbateurs endocriniens

Nos huit demandes pour une stratégie européenne Perturbateurs endocriniens

Mai 2018

Nos inquiétudes

Les PE (perturbateurs endocriniens) augmentent nos chances de maladies et troubles de la santé graves et potentiellement mortels, comme le soulignent de nombreux experts de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) [1], des scientifiques de l'Endocrine Society [2] et d'autres. Dans ces revues de la littérature scientifique, les PE sont mis en cause dans des problèmes de fertilité et de reproduction, tels que la chute des taux de spermatozoïdes ou les cancers hormonodépendants comme les cancers du sein ou de la prostate. Des atteintes neurologiques comme l'autisme, la baisse de QI ou des troubles métaboliques comme le diabète ou l'obésité ont également été associés à une exposition aux PE [3,4]. Chez de nombreuses espèces sauvages, on observe des preuves que des troubles du développement et de la reproduction sont liés à des atteintes des fonctions endocriniennes : des PE ont été mis en cause dans des troubles du comportement ou du système immunitaire ainsi que des malformations du squelette [5].

Des données scientifiques de plus en plus nombreuses soulignent que certaines personnes sont plus vulnérables que d'autres face aux impacts sanitaires des PE, y compris à des faibles doses, et que les effets peuvent apparaître plusieurs décennies après l'exposition. La grande sensibilité au cours de la période de développement prénatal et de la petite enfance inquiète particulièrement les professionnels de santé. En 2015, la FIGO qui regroupe plus de 120 organisations de gynécologues et obstétriciens dans le monde, a ainsi lancé un Appel demandant aux décideurs politiques de faire de la réduction des expositions aux produits chimiques dangereux une priorité dans la prévention des maladies [6].

Eviter les PE n'est plus un choix qui relève du niveau individuel [7]. Ils ont envahi notre vie quotidienne : ils sont parfois bien connus comme les bisphénols présents dans certaines bouteilles en plastique et les revêtements de boîtes de conserve ou les phtalates interdits mais qu'on détecte toujours dans un jouet sur cinq [8] ; on peut encore citer les retardateurs de flammes de nos canapés, les pesticides pulvérisés dont on trouve des traces dans notre alimentation ou encore les biocides antimicrobiens de nos produits ménagers. Ils sont presque partout, à la maison ou au travail. L'institut de recherche à but non lucratif Endocrine Disruption Exchange (TEDX) liste plus de 1400 PE potentiels [9], alors que l'OMS en mentionne plus de 800 [10], sans oublier ceux qui sont suspectés mais ne font pas l'objet de recherches.

Finalement, nous sommes tous - enfants et adultes - contaminés par des PE, sans en avoir conscience, et sans avoir donné notre consentement. Les données de biosurveillance humaine portant sur des échantillons d'urine, de cheveux et de sang à travers l'Europe commencent à démontrer l'étendue de cette pollution intime. En France, une étude publiée en 2015 a identifié plus de 20 PE chez les femmes participantes [11]. HBM4EU, le Programme de biosurveillance de l'UE, dont les résultats visent à orienter les décisions politiques sur des substances spécifiques [12], a inscrit de nombreux PE et PE potentiels dans ses listes de substances prioritaires.

Plus grave, les réglementations européennes actuelles sur les PE ne nous protègent pas – elles sont lacunaires, ne sont pas mises en œuvre de manière appropriée et laissent perdurer de grands vides juridiques en matière de PE tels que les cosmétiques, les jouets, les textiles, le mobilier et les emballages alimentaires, ainsi que d'autres produits avec lesquels nous sommes en contact quotidien.

Nos demandes

En 2017 la Commission européenne s'est engagée à publier une nouvelle Stratégie intégrée sur les PE qui doit couvrir « par exemple les jouets, les cosmétiques et les emballages alimentaires » [13, 14]. De précédentes tentatives de mise à jour de la Stratégie Communautaire de l'UE sur les PE datant de 1999, pour refléter les récentes avancées scientifiques et intégrer des actions nouvelles, ont été mises en échec par un intense lobbying industriel mené en 2013, comme l'illustre l'enquête documentaire Toxic Affair [15].

Nous appelons le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker à publier une Stratégie complète avant l'été 2018. Elle comprendrait un plan d'action ayant pour objectif un haut niveau de protection de la santé humaine en particulier des groupes vulnérables, et de l'environnement, des activités tangibles répondant à des objectifs clairs, un calendrier et un budget adéquat. Une telle initiative serait une opportunité de reconnecter l'agenda de l'UE avec les demandes des citoyens pour une meilleure protection de la santé publique face aux PE, comme l'illustre le large soutien apporté à des

pétitions lancées par des membres de la campagne EDC-Free en 2017. La première, adressée à des Etats membres en juillet [16], a obtenu près d'un demi-million de signatures, la seconde a récolté 300 000 signatures en octobre [17].

Une Stratégie PE de l'UE pourrait également soutenir les efforts d'Etats membres progressistes, tels que la France [18], la Suède [19] et le Danemark [20], qui mettent déjà en œuvre des actions sur le sujet. La Belgique vient juste d'annoncer le lancement d'un plan d'action national sur les PE [21]. Il est dans l'intérêt de la Commission européenne de promouvoir l'harmonisation vers un niveau égal et élevé de protection de tous les citoyens de l'UE, d'autant qu'elle permettrait également d'éviter les barrières commerciales entre les Etats du Marché unique. Un engagement clair de l'UE pour réduire globalement l'exposition des populations aux PE à travers l'Europe est aujourd'hui devenu nécessaire.

Outre l'opportunité unique d'augmenter le bien-être par la prévention des maladies, une telle Stratégie contribuera à réduire les coûts croissants associés aux maladies liées aux PE, comme le montre une étude évaluant la facture à au moins 163 milliards d'euros annuels dans l'UE [22], qui porte seulement sur certaines maladies liées aux PE. Il s'agit également une opportunité de renforcer la cohérence politique de l'UE en établissant un cadre pour les fondations d'une économie circulaire réellement non toxique et en encourageant l'innovation industrielle à travers des substitutions plus sûres. Si l'on considère que notre exposition à des contaminants environnementaux que nous pourrions éviter coûte 10% de notre PIB [23] en dépenses de santé, l'argument économique en faveur de la substitution des PE toxiques par une Stratégie PE globale devient évident.

Nous avons besoin d'un plan d'action global complet qui prévienne efficacement les impacts sur la santé et les pertes de biodiversité associés aux PE. Ce plan doit prendre des mesures juridiques pour éliminer l'exposition et contribuer à atteindre les Objectifs du Développement Durable 2030 pour « réduire de manière substantielle le nombre de décès et maladies causés par les produits chimiques qui contaminent et polluent l'air, l'eau et les sols » [24].

La Stratégie PE de l'UE doit refléter les avancées scientifiques les plus récentes et tirer les conclusions logiques en complétant les dispositions réglementaires européennes existantes. Nous avons identifié 8 éléments essentiels pour que cette Stratégie protège effectivement la santé et l'environnement des PE.

Éléments essentiels pour la Stratégie PE de l'Union européenne

1. Considérer la santé publique et la précaution comme les éléments essentiels de la nouvelle Stratégie

Protéger les plus vulnérables. Réduire les expositions des enfants pour prévenir les souffrances causées par les maladies liées aux PE et le cercle vicieux des coûts associés à leur traitement. Renforcer et étendre les actions de court, moyen et long terme de la Stratégie PE de l'UE de 1999 et argumenter leur efficacité.

2. Renforcer la sensibilisation du grand public sur les PE – en lien avec l'action de l'UE sur la protection de la santé des citoyens

Selon un Eurobaromètre récent, deux tiers des Européens s'inquiètent de leur exposition quotidienne aux produits chimiques à travers l'alimentation, l'air, l'eau potable, les produits de consommation et d'autres sources sur leur lieu de travail ou à la maison. Moins de la moitié d'entre eux se déclarent bien informés sur les dangers potentiels des produits chimiques [25]. Une campagne de sensibilisation sur les PE à l'échelle européenne est nécessaire.

Une telle campagne devrait en particulier cibler :

- L'information des parents avant et pendant la grossesse, mais aussi des familles en général, sur les moyens de minimiser leur exposition au quotidien.
 - La diffusion des bonnes pratiques pour réduire les expositions et de conseils en santé connectés aux agendas locaux et de terrain, et la création d'un recueil de bonnes pratiques pour montrer que l'UE peut faire la différence.
 - Des ressources d'information et de formation pour les professionnels médicaux, de santé et d'éducation et les acteurs relais pour leur permettre de renseigner le public sur la réduction des expositions.
 - Une réponse aux inquiétudes des consommateurs et des outils de traçabilité et de mise en œuvre du droit à l'information sur les substances chimiques présents dans les produits de consommation.
- ## 3. Améliorer la réglementation : renforcer le contrôle de l'usage des PE dans tous les secteurs
- Construire un plan avec des échéances pour mettre en œuvre des critères PE adéquats dans toutes les réglementations européennes pertinentes pour identifier et réduire les expositions aux PE.
 - Commencer par combler les échéances manquées comme celle de 2015 pour les cosmétiques ou les plus évidentes sur les jouets ou les emballages alimentaires. S'engager à couvrir d'autres réglementations pertinentes comme les marchés publics, l'exposition des travailleurs, les textiles, etc. et à tenir les engagements du 7ème Programme d'Action pour l'Environnement.

- Soutenir la mise en œuvre de la Stratégie Plastiques de l'UE en interdisant la présence de PE dans les plastiques puisqu'elle peut empêcher la recyclabilité et affecter de manière négative la valeur des matériaux recyclés.
- Réglementer les PE sur la présomption qu'il n'existe pas de niveau d'exposition sûr avec suffisamment de certitude [26]
- Réglementer les PE en utilisant des approches par groupe sur la base de structures similaires et de propriétés similaires pour éviter les substitutions regrettables [27].
- Mettre en œuvre de manière efficace et ambitieuse les obligations réglementaires existantes sur l'usage des PE. Ce qui implique d'accélérer l'inclusion de PE dans la liste candidate des SVHC du règlement REACH et l'adoption de mesures pour limiter l'exposition, comme des restrictions ou autorisations à travers REACH. A ce jour seules 12 substances sont identifiées comme PE par REACH.
- Accélérer l'évaluation des PE pour mettre en œuvre leur restriction dans les pesticides et les biocides.
- Créer de nouvelles réglementations sectorielles pour assurer une protection adéquate, en priorité pour les produits de consommation. Pour la plupart d'entre eux (textiles, articles de puériculture, plastiques, etc.), il n'existe pas de dispositions spécifiques couvrant les PE.

4. Réduire notre cocktail quotidien de PE : remplacer l'approche substance par substance par une approche incluant toutes les sources possibles d'exposition à des produits chimiques multiples

- Prioriser l'identification et la réglementation des groupes les plus problématiques de perturbateurs endocriniens et agir rapidement sur les co-expositions connues aux produits chimiques dangereux issus de sources diverses (par ex. pollution de l'air intérieur, poussières, matériaux de contact alimentaire).
- Passer d'une évaluation par substance à une évaluation cumulée des produits chimiques ayant les mêmes effets néfastes et des produits chimiques similaires [28]. La Suède et le Danemark s'intéressent à ce sujet dans le contexte national [29].
- Répondre plus rapidement aux signaux précoces issus d'études scientifiques sur les dommages potentiels pour la santé et l'environnement dans le cadre de renouvellements d'autorisations de substances. Lorsqu'une inquiétude apparaît dans le cadre de l'usage d'un produit chimique, une évaluation des risques couvrant tous les « silos législatifs » devrait être automatique pour assurer une évaluation complète des expositions cumulées et une action rapide en l'absence de certitudes scientifiques.

5. Accélérer les tests, le screening et l'identification des PE

- Modifier les obligations de tests avec de nouvelles méthodes de tests et de screening à jour dans l'ensemble des réglementations pertinentes pour combler les manques de données et identifier les PE. L'UE devrait systématiquement rendre l'industrie responsable de fournir des preuves suffisantes pour démontrer la sécurité de ses produits.
- Prioriser la collecte de données sur les PE potentiels et établir des listes pour communiquer à la fois aux consommateurs et aux industriels.
- Améliorer les lignes directrices de screening et de tests utilisées pour identifier les PE et combler les manques de données.

6. Agir en faveur d'une « Economie circulaire » propre et d'un environnement non-toxique : éviter les substances toxiques telles que les PE dès la conception des produits

- Une traçabilité complète pour éviter la présence de PE dans les matériaux recyclés.
- La responsabilité du producteur. Chaque entreprise devrait avoir l'obligation d'informer les consommateurs sur le contenu chimique de ses produits, y compris dans l'emballage.
- Le même niveau de protection contre les PE dans les matériaux primaires et secondaires [30] : l'interdiction d'un PE dans un matériau primaire doit s'étendre aux matériaux recyclés, contrairement à la pratique actuelle.

7. Renforcer le leadership du marché européen en matière de substitution non regrettable et de promotion de solutions innovantes

- Soutenir les initiatives d'accompagnement des entreprises vers la substitution des PE. La plateforme Chemsec.org-market place, s'adresse à des entreprises en recherche des fournisseurs d'alternatives plus sûres.
- Limiter et éviter l'usage de pesticides dans l'agriculture et la gestion des espaces verts et urbains, et fixer des objectifs spécifiques de réduction globale de l'usage de pesticides en accord avec la Directive sur l'Usage Durable des Pesticides (2009/128/CE).
- Encourager les campagnes de communication au niveau national pour rendre les citoyens 1) plus conscients de l'usage des produits chimiques dans leur vie quotidienne, en particulier au cours de la grossesse et avec des enfants et 2) faire valoir leur droit à l'information sur les substances chimiques dans les produits.

8. Surveiller les effets sur l'environnement et la santé des substances PE, des groupes et mélanges de PE pour englober toutes les sources d'exposition aux PE et répondre rapidement pour les minimiser

- Assurer un effort suffisant de recherche sur les produits chimiques émergents utilisés en substitution de produits interdits dans le contexte de HBM4EU, le Programme de biosurveillance de l'UE [31].
- Développer des méthodes de tests portant sur de nouveaux paramètres de sensibilité tels que les troubles du développement cérébral et s'assurer de leur prise en compte adéquate dans les évaluations réglementaires.

EDC-Free Europe est une coalition d'organisations à but non lucratif représentant plus de 70 groupes de protection de l'environnement, de la santé, des consommateurs et des droits des femmes qui s'inquiètent des perturbateurs endocriniens (PE) et de leurs impacts sur la santé humaine et l'environnement. Les organisations de protection de l'environnement, de protection des consommateurs, syndicales, de santé publique et de professionnels de santé, de prévention du cancer, de protection des droits des femmes, de protection de l'environnement membres sont les suivantes :





* This organisation endorses this EDC-Free Europe statement on an EU EDC Strategy but is not an official campaign partner.

Contact : email info@env-health.org. **En savoir plus :** www.edc-free-europe.org

Notes:

- [1] WHO/UNEP, "WHO | State of the Science of Endocrine Disrupting Chemicals - 2012," WHO (World Health Organization, 2013), <http://www.who.int/ceh/publications/endocrine/en/>.
- [2] Endocrine Scientific Statement (review), 2015: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/26544531>
- [3] <http://www.chemtrust.org/brain/>
- [4] <http://www.chemtrust.org/obesity-and-diabetes-2/>
- [5] EEA Report: The impacts of endocrine disrupters on wildlife, people and their environments <https://www.eea.europa.eu/publications/the-impacts-of-endocrine-disrupters>
- [6] https://www.figo.org/sites/default/files/uploads/News/Final%20PDF_8462.pdf
- [7] <https://www.nytimes.com/interactive/2018/02/23/opinion/columnists/poisons-in-our-bodies.html>
- [8] https://echa.europa.eu/documents/10162/13577/ref_4_report_en.pdf/b53f5cd9-64a4-c120-1953-e9e176b9c282
- [9] <https://endocrinedisruption.org/interactive-tools/tedx-list-of-potential-endocrine-disruptors/about-the-tedx-list>
- [10] <http://www.who.int/ceh/risks/cehemerging2/en/>
- [11] <https://www.generations-futures.fr/perturbateurs-endocriniens/expert-4>
- [12] <https://www.hbm4eu.eu/>
- [13] http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-1906_en.htm
- [14] La Commission européenne avait l'obligation de réviser le Règlement cosmétiques pour y inclure les perturbateurs endocriniens « au plus tard le 11 janvier 2015 » (Art. 15.4 du Règlement (CE 1223/2009 sur les produits cosmétiques)
- [15] https://corporateurope.org/sites/default/files/toxic_lobby_edc.pdf
- [16] La pétition de SumofUs en ligne demandant à des citoyens de rejeter la proposition de la Commission européenne sur les PE a récolté plus de 465 000 signatures. Le secrétariat EDC-Free a travaillé avec ses partenaires d'Espagne, France et Allemagne pour créer, développer, traduire et partager les pétitions. Juillet 2017
- [17] Les pétitions SumofUs en ligne en [anglais](#), [français](#) et [allemand](#) ont abouti à un vote du Parlement européen de blocage de la proposition trop faible de la Commission sur les PE, ont été signées par plus de 321 675 personnes et ont obligé la Commission à mettre sur la table une nouvelle proposition, renforcée. Octobre 2017
- [18] Stratégie Nationale Perturbateurs endocriniens (France) <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/rapport-devaluation-du-plan-national-daction-sur-perturbateurs-endocriniens-gouvernement-engage>
- [19] le Plan d'Action 2015-2020 de la Suède pour un environnement quotidien sans toxiques prévoit d'établir un Plan d'Action PE <https://www.kemi.se/en/about-us/our-work/action-plan-for-a-toxic-free-everyday-environment? t id=1B2M2Y8AsgTpgAmY7PhCf%3d%3d& t q=Non+toxic+strategy+plan& t tags=language%3aen%2csiteid%3a007c9c4c-b88f-48f7-bbdc-5e78eb262090& t ip=88.202.72.145>
- [20] Le rapport danois pour un avenir sans toxiques fait des perturbateurs endocriniens une priorité http://en.mfvm.dk/fileadmin/user_upload/ENGLISH_FVM.DK/Focus_on/Chemicals_and_waste/13215_MF_Kemikonference_Rapport_A4_PRINT.pdf
- [21] http://www.senat.be/www/?Mlval=/index_senate&MENUID=52000&LANG=fr
- [22] <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5244983/>
- [23] <http://www.env-health.org/resources/press-releases/article/human-exposure-to-preventable>, "Calculation of the disease burden associated with environmental chemical exposures: Application of toxicological information in health economic estimation" a été publié en ligne dans le journal à comité de lecture Environmental Health le 5 décembre 2017. <https://ehjournal.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12940-017-0340-3>
- [24] SDG 3, target 3.9
- [25] <http://ec.europa.eu/comfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2111>
- [26] Gore AC, Chappell VA, Fenton SE, Flaws JA, Nadal A, Prins GS, et al. 2015. EDC-2: The Endocrine Society's Second Scientific Statement on Endocrine-Disrupting Chemicals. *Endocr. Rev.* 36:E1–E150; doi:10.1210/er.2015-1010
- [27] Rapport de CHEM Trust From BPA to BPZ: A toxic soup? <http://www.chemtrust.org/toxicoup/> et synthèse (en français): http://www.projetnesting.fr/IMG/pdf/fr_executive_summary_final_27_03_2018.pdf
- [28] <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK215036/>
- [29] <http://www.government.se/press-releases/2018/03/government-wants-to-investigate-cocktail-effects-of-chemicals/>; <http://mst.dk/media/143466/kemiindsats-engelsk.pdf>
- [30] <http://eeb.org/work-areas/resource-efficiency/circular-economy/>
- [31] <https://www.hbm4eu.eu/>